

## « LA FRANCE... PLUS SOCIALISTE QUE JAMAIS ! » (1)

En 1985, l'enthousiasme est à son comble. Personne n'ose encore évoquer la réunification de l'Allemagne. Chacun parle de liberté. Le mur qui est en train de s'écrouler symbolisait la division du monde en deux blocs, et l'asservissement de la moitié de l'Europe au régime soviétique. Sa chute signifie la fin de la guerre froide, les retrouvailles des deux parties du Vieux Continent divisé par Staline, une chance offerte à l'économie de marché, la victoire de la démocratie et du libéralisme. Cette victoire c'est un peu celle d'un Montaigne affirmant : « *Les Princes me donnent prou s'ils ne m'ôtent rien, et me font assez de bien quand ils ne me font point de mal ; c'est tout ce que j'en demande* ». Une victoire des hommes, en somme, contre la toute-puissance d'un État ou d'un parti disposant, non seulement du monopole de la violence légitime, mais aussi des leviers économiques et sociaux.

Qu'en est-il en France un quart de siècle plus tard ? Avons-nous, de façon définitive, pris un virage libéral ? Notre État n'a-t-il donc plus de légitimité à intervenir, autrement que comme un acteur économique sans privilège particulier, et dans le plus petit nombre de domaines possibles ? S'est-il concentré de façon naturelle, sur la protection des citoyens, l'exécution de la justice, et la défense contre d'éventuels agresseurs ? Considère-t-il que l'initiative privée est à même de suppléer avantageusement la plupart des fonctions qu'il exerce encore, et reconnaît-il que l'extension de ses compétences et de son poids, conduit à une croissance non maîtrisée de la sphère publique au détriment de l'esprit d'initiative ? À écouter certains responsables politiques, et pas seulement à gauche de l'échiquier politique, la réponse est claire : la France est soumise à la violence des vents libéraux ! Fichtre ! Un chroniqueur d'un grand quotidien du soir écrivait voilà peu, et l'on s'étonne que ce papier n'est pas fait davantage de bruit : « *La France, quoi qu'en disent les frondeurs, devient année après année plus socialiste que jamais... Inlassablement, le taux des dépenses publiques augmente, atteignant*

*57,3 % du PIB record mondial derrière la Finlande... La progression de l'État social auquel nous consacrons 32 % de notre PIB étouffe notre pays sous l'impôt et la dépense publique... Le risque de devenir une grande Grèce, à force de trop diverger avec l'Allemagne et les économies du Nord, est bien réel* »<sup>(1)</sup>. On ne voit rien de pertinent à rajouter. Les murs, quoi qu'il en soit, ne semblent pas être tombés pour tout le monde en Occident...

### I. EN PANNE DE GOUVERNANCE

La plupart, cependant, ont chuté en Europe, et il faut s'en féliciter. Malgré la crise qui l'affecte, elle a su faire preuve, au Nord comme au Sud, de courage et parfois même d'audace quand il s'est agi d'inventer de nouvelles formules, de nouveaux concepts propres à faire renaître la confiance sans laquelle nulle croissance et nul emploi. L'Europe reste, à cet égard, un modèle de réussite qui a unifié un Continent morcelé aux intérêts souvent divergents. Quant à notre monnaie commune, et quoi qu'en disent les économistes américains, elle est devenue une devise reconnue et bien acceptée. Reste le chômage, dont le bilan dépend aussi de la façon et de l'endroit d'où on l'examine. À l'examiner de travers ? on trouvera qu'il ne reflue pas assez et que la reprise de l'emploi est bien plus poussive qu'aux États-Unis ou au Royaume-Uni, où le taux de chômage est respectivement tombé à 5,5 % et à 5,7 %. Les mêmes soutiendront que le cycle économique s'en trouve perturbé : le nombre grandissant de demandeurs d'emploi impactant le redémarrage de la consommation. À l'examiner en revanche de face les choses vont mieux : le taux de demandeurs d'emploi dans l'Union monétaire s'est établi à 11,3 % en février contre 11,4 % au mois de janvier, son plus faible niveau depuis mai 2012. Et même si la situation reste très contrastée d'un État à l'autre, l'ensemble s'améliore. L'Allemagne est désormais proche du plein-emploi tout comme l'Autriche, l'Irlande ou l'Estonie et les autres, principalement

<sup>(1)</sup> Le Monde 9/4/2015

situés au sud, ont entrepris des réformes visant à réformer le marché du travail.

Ne nous voilons pas la face. Il reste, pour l'Europe, de nombreux problèmes à résoudre, à commencer par l'inefficacité de notre action commune. Incapable de sortir des priorités héritées du passé, de prendre en compte les questions de répartition et de dégager une vision du rôle de l'Europe dans un monde globalisé, elle vacille sur son socle. Il n'est pas normal que nous ne parvenions pas à consacrer davantage de fonds à la recherche, l'innovation et aux meilleures universités, comme il est absurde de consacrer un tel budget aux dépenses militaires alors que nous sommes incapables de gérer le conflit frontalier entre la Russie et l'Ukraine, ni de stabiliser certains régimes en Afrique. L'Europe reste encore, dans tous ces domaines, en panne de gouvernance...

## II. LA DIRECTION EST BONNE, MAIS L'ALLURE EST INSUFFISANTE

... Comme notre pays reste en panne de réelle croissance. Bien sûr, nous commençons à sortir de notre torpeur après cinq années de tourmente économique. On évoque toujours une prévision de 1 % du PIB en 2015, et l'on se prend à rêver d'une réduction du déficit : le gouvernement table désormais sur un déficit de 3,8 % du PIB pour 2015. Une performance, toutefois, à relativiser au regard de la loi de finances initiale qui prévoyait un déficit de 3,6 % en 2014...

C'est dire que la reprise n'est pas assez forte, et les réformes suffisantes pour « débrider » l'emploi, et faire mieux que de stabiliser le chômage. Les ministres du Travail se succèdent et rivalisent de subtilité pour couvrir de bolduc la hausse continue du nombre de chômeurs.

En vérité, le recul du prix du pétrole, de l'euro et les réformes mises en place par le gouvernement devraient permettre aux entreprises de reconstituer « un peu » leurs marges et donc d'investir « un peu ». Et nous ne disons rien des nombreux secteurs qui souffrent de surcapacité, et là, pour tout dire, ce n'est pas « un peu ». Alors que faire pour profiter de l'embellie, et rejoindre tous ceux qui, tambour battant, mènent la course ?

D'une part, réformer l'État, redéfinir ses priorités et faire le tri dans ses missions. C'est une absolue nécessité, car l'action publique traverse une crise sans précédent que tous les régimes traitent, au mieux, par le statu quo. « *L'État, à moyen terme, sera impotent et dépassé* »<sup>(2)</sup>. Il doit donc se concentrer sur quelques activités régaliennes, dont l'économie ne fait pas partie car l'intérêt de l'État actionnaire n'est pas celui de l'économie à long terme mais celui de la paix sociale à court terme. Pourtant il faut se fixer une ligne et ne plus en varier. Les incessants reculs, combattus par de nouvelles avancées, les tergiversations, atermoiements, et autres faux-fuyants paralysent l'initiative et l'investissement. Faut-il rappeler que la réforme du contrat de travail devrait être engagée, comme ne cesse de le souligner Jean Tirole, le prix Nobel d'économie. Non seulement nous ne le faisons pas, mais nous donnons une image chaotique et désordonnée de nos débats internes, qui surprend - doux euphémisme - tout investisseur sérieux. Au début du mois d'avril, le Premier ministre, Manuel Valls, affiche sa volonté de lever les freins au recrutement dans les petites entreprises qui souvent n'embauchent pas car elles craignent d'avoir des difficultés à se séparer de leurs collaborateurs... Le Code du travail devant être, de son côté, allégé. Tollé immédiat ! « *Il n'y a pas de problème avec le contrat de travail en France* » pour les uns, « *flexibiliser davantage ne répondrait à rien* » pour les autres. Bref, des propositions saugrenues, scandaleuses et moralement inacceptables. Ce sont là les échos de forces très enracinées dans notre pays dont les archaïsmes risquent de nous faire basculer dans le vide. Un vide qui ne cesse d'inquiéter Emmanuel Macron le ministre de l'Économie, martelant : « *Il faut un volontarisme lucide. On ne va pas socialiser toute l'économie française. Mon objectif est de recréer des forces productives* ».

Une autre façon, aussi, de rejoindre le camp du mouvement et de la réforme. S'agit-il de l'OCDE ? Les experts du château de la Muette saluent les efforts engagés, mais insistent sur leur impact limité : « *La priorité des réformes structurelles c'est celle du marché du travail* ». S'agit-il là de Markus J. Beyrer, le patron des patrons européens<sup>(3)</sup> : « *La volonté de réformer en France est insuffisante* ». Des propos relayés par ceux d'un certain Gérard Collomb, Sénateur socialiste et maire de Lyon : « *il faut surtout lancer une réforme du marché du travail, aller vers la flexisécurité* ». Il faut espérer pour notre beau et grand pays la victoire de ce camp du mouvement et de la réforme.

<sup>(2)</sup> Jean Pisani-Ferry Commissaire général de France Stratégie

<sup>(3)</sup> Directeur général de Business Europe.